

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail Patrie

MINISTERE DU COMMERCE

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

INTERNAL TENDER'S BOARD

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 0001-26/AONO-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2026 DU 2 JUIN 2026

RELATIF A LA MISE A JOUR DES MODULES DU CAMIS

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Ministre du Commerce lance, pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence relatif à la mise à jour des modules du CAMIS, conformément aux dispositions des articles combinés 76 (4) et 78(3) du Décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent notamment :

- L'élaboration des tableaux de bord des indicateurs de surveillance des marchés ;
- La mise à jour des modules fonctionnels relatifs à la collecte, à la centralisation et à la diffusion des indicateurs du commerce intérieur ;
- L'implémentation et le développement des modules non opérationnels ;
- La définition et la création des codes d'accès en fonction des différents niveaux d'accréditation ;
- La collecte des données nécessaires à la réalisation des tests ;
- La mise à jour de l'architecture technique et fonctionnelle de la plateforme ;
- le renforcement des capacités des utilisateurs ainsi que du personnel chargé de la collecte des données ;
- l'assurance de l'hébergement et la mise en production de la plateforme sur un serveur mis à disposition par le MINCOMMERCE ;
- l'exploitation des données collectées pour la production des indicateurs et une information commerciale fiable destinée à la diffusion.

3. TRANCHES /ALLOTISSEMENT

Le présent appel d'offres est en *un lot unique*.

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est dix millions (10 000 000) de franc CFA TTC.

5. DELAI PREVISIONNEL ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres est de **quatre-vingt-dix (90) jours**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

Le lieu de livraison est le **MINCOMMERCE**.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent appel d'offres est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le développement des plateformes informatiques.

7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE au titre de l'exercice 2026, sur la ligne d'Imputation Budgétaire 60 21 242 2 33000001 0411 521321.

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne (COLEPS).

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à deux cent mille (200 000) franc CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du dossier peut être obtenue au Service des Marchés Publics du Ministère du Commerce, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais*

d'achat du DAO de quinze mille (15 000) Francs CFA. Payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO, conformément aux dispositions du point 444 de la circulaire N°0001877/C/MINFI du 31 décembre 2025 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2026.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque Offre est rédigée en français ou en anglais et devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 4 JUIL 2026 à 13 heures précises. Une copie de sauvegarde du DAO est enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°0001-26/AONO-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2026 DU 2 JUIN 2026
RELATIF A LA MISE A JOUR DES MODULES DU CAMIS

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
 - 15 MO pour l'Offre Technique ;
 - 5 MO pour l'Offre Financière.
- Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
 - JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Sous peine de rejet, le prestataire doit fournir l'Accusée de réception qui prouve qu'il a effectivement déposé ses Offres en ligne et le Reçu de paiement de la caution de soumission auprès de la CDEC, ainsi que la quittance de paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) lors du dépôt de la Copie de Sauvegarde, conformément à la circulaire N°0001877C/MINFI du 31 décembre 2025 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2026 (CIREX 2026). les copies de sauvegarde parvenues après la date et l'heure limite de dépôt ne seront pas reçues.

13- RECEVABILITE DES COPIES

Les copies présentées par le soumissionnaire comprendront les documents suivants dûment remplis et regroupés en un (01) seul document contenant trois (03) volumes (administratif, technique et financier) :

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les copies portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les copies non-conformes au mode de soumission ;
- Les copies sans indication de l'identité de l'appel d'offres ;
- Le non-respect du nombre des volumes ;
- la Copie de Sauvegarde, non accompagné de l'Accusée de réception qui prouve que le soumissionnaire a effectivement déposé ses Offres en ligne et Reçu de paiement de la caution de soumission auprès de la CDEC, ainsi que la quittance d'achat du Dossier de d'Appel d'Offre, conformément au point 444 de la Circulaire N°0001877C/MINFI du 31 décembre 2025 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2026 (CIREX 2026).

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DAO sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du DAO, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec le Dossier d'Appel d'Offres concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Conformément aux dispositions du point II.4 de la circulaire N°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics, ladite caution devra être accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

14. OUVERTURE DES PLS

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le 4 juillet 2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE dans la salle de Conférence du Ministère du Commerce.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 70% seront ouvertes par la même commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du

Règlement Particulier du DAO. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis du DAO.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement se fera une heure après celle limite de réception des Offres.

15. CRITERES D'EVALUATION

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non-conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le DAO relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques et à la qualification des soumissionnaires.

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels.

- 1- de l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun ;
- 2- de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis excepté le cautionnement de soumission ;
- 3- des fausses déclarations, manœuvre frauduleuses ou falsification des pièces ;
- 4- de la non satisfaction d'au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels ;
- 5- du non-respect du format de fichier des offres ;
- 6- de l'absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le MINMAP ;
- 7- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière (dans le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif) ;
- 8- de l'absence d'un élément de l'Offre financière (la soumission, le BPU, le DQE) ;
- 9- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- 10- de l'absence de la Charte d'intégrité datée et signée ;
- 11- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 12- de l'absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ;
- 13- de l'absence ou défaillance des copies de sauvegarde des offres administrative, technique et financière, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur 100 points suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Ces critères porteront sur :

1. Présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité) ;
2. Expérience et références du soumissionnaire dans le développement des plateformes informatiques (copies des marchés ou Lettre-

- Commandes première et dernière page, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
3. Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR (compréhension de la mission, présentation de la méthodologie et délai d'exécution) ;
 4. Attestation du Service après-vente ;
 5. Attestation de solvabilité bancaire, supérieure ou égale à trois millions (3 000 000) de Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances ;
 6. Les moyens logistiques et matériels (Desktop, Laptop, Vidéoprojecteur, EDI) ;
 7. Preuves d'acceptation des conditions de la Lettre-Commande (cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière page avec la mention "lu et approuvé").

15. Méthode de sélection du consultant

La Lettre-Commande sera attribuée au soumissionnaire administrativement et techniquement qualifié qui aura produit l'offre la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers, conformément aux procédures ci-après.

La note financière de la proposition financière la moins disante sera égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante et sera obtenue par la formule : $NF = (100 \times Fm) / F$ où Fm = le montant de la proposition la moins disante et F = le montant de la proposition considéré.

La meilleure offre est celle qui aura la note globale la plus élevée, déterminée suivant la formule : $N = 70 \times \text{Note technique (Nt)} + 30 \times \text{Note financière (NF)} / 100$

16. ATTRIBUTION

La Lettre- Commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires, dont l'offre technique aura été jugée satisfaisante c'est-à-dire répondant à au moins 70% des critères essentiels et dont l'offre financière aura été évaluée mieux disante.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant *quatre-vingt-dix (90)* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses

<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> .

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, envoyer un SMS ou appeler l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 07 JUN 2025

COPIES :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINCOMMERCE ;
- Président CIPM ;
- AFFICHAGE ;
- CHRONO ;

LE MINISTRE DU COMMERCE

[Signature]

REPUBLIC OF CAMEROON
Paix-Travail- Patrie

MINISTERE DU COMMERCE

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

INTERNAL TENDERS BOARD

NOTICE OF URGENT OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 0001-2.6 /AONO-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2026 OF _____

FOR THE UPDATING OF THE CAMIS MODULES

1. PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

The Minister of Trade hereby launches, on behalf of the State of Cameroon, an Urgent Open National Invitation to Tender for the updating of the CAMIS modules, in accordance with the combined provisions of Articles 76(4) and 78(3) of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 on the Public Contracts Code.

2. SCOPE OF SERVICES

The services shall include in particular:

- developing scoreboards for market surveillance indicators ;
- updating functional modules relating to the collection, centralisation and dissemination of domestic trade indicators ;
- implementing and developing non-operational modules ;
- defining and creating access codes according to different levels of accreditation;
- collecting data necessary for conducting tests ;
- updating the platform's technical and functional architecture ;
- capacity-building for users and staff responsible for data collection ;
- ensuring the hosting and deployment of the platform on a server provided by MINCOMMERCE ;
- utilising the collected data to produce indicators and reliable commercial information for dissemination.

3. LOTS/ALLOTMENT

This invitation to tender shall be implemented in a single lot.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies shall be 10,000,000 (ten million) CFA Francs inclusive of all taxes.

5. ESTIMATED TIME AND PLACE OF DELIVERY

The maximum period envisaged by the Contracting Authority for the delivery of the supplies covered by this invitation to tender shall be 90 (ninety) days. This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

The place of delivery shall be the Ministry of Trade (MINCOMMERCE).

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law with proven experience in the development of IT platforms.

7. FUNDING

Funding shall be provided by the 2026 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, allocation: No. 60 21 242 2 33000001 0411 521321.

8. TENDERING METHOD

The tendering method selected for this Invitation to Tender shall be exclusively online (COLEPS).

9. BID BOND

Each bidder must enclose with his administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 14 of the tender documents, the amount of which shall be **200,000 (two hundred thousand) CFA francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10. CONSULTATION OF TENDER DOCUMENTS

Physical documents may be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published.

They may also be consulted on line on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. PURCHASE OF TENDER DOCUMENTS

The physical version of the documents may be obtained from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published, against payment to the ARMP account held with the State Treasury of a non-refundable sum of **15,000 (fifteen thousand) CFA francs** accounting for Tender Document Purchase. charges.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by downloading them free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, e-

tendering shall be subject to payment of the fee for the tender documents, in accordance with the provisions of paragraph 444 of Circular No. 0001877C/MINFI of 31 December 2025 containing the instructions on the Implementation of Finance Laws, the Monitoring and Control of the Implementation of the State Budget and Budget of Other Public Entities for the 2026 financial year.

12. SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English, must be forwarded by the bidder on the COLEPS platform no later than ~~01 JUL 2026~~ ^{02 JUN 2026} 1 p.m. precisely (local time). A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

NOTICE OF URGENT OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. /AONO-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2026 OF ~~01 JUL 2026~~ ^{02 JUN 2026}

FOR THE UPDATING OF THE CAMIS MODULES

File size and format

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

Under penalty of rejection; the service provider must provide the acknowledgement of receipt proving that they have indeed submitted their bids online and the receipt for payment of the bid bond to the Cameroon Deposits and Consignment Fund, as well as the receipt for payment of the fees for purchasing the tender documents upon submission of the backup copy, in accordance with Circular No. 0001877C/ MINFI of 31 December 2025 containing instructions relating to the implementation of finance laws, and the monitoring and control of the execution of the State budget and budget of other public entities for the 2026 financial year. (CIREX 2026). Back-up copies submitted after the deadline (date and time) for submission shall not be accepted.

13- ADMISSIBILITY OF BIDS

The copies submitted by the bidder shall include the following documents duly filled in and grouped together in a single (1) document containing 3 (three) (administrative, technical and financial) volumes in a sealed envelope :

The Contracting Authority shall not accept :

- copies (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- copies (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- copies (bids) that do not comply with the tendering method ;
- copies (bids) without an indication of the identity of the invitation to tender;
- failure to comply with the number of volumes ;
- the backup copy, without acknowledgement of receipt proving that the bidder has indeed submitted its bids online and the receipt for payment of the bid bond to the CDEC, as well as the receipt for purchase of the tender documents, in accordance with paragraph 444 of Circular No. 0001877C/ MINFI of 31 December 2025 containing instructions relating to the implementation of finance laws, and the monitoring and control of the implementation of the State budget and other public entities for the 2026 financial year 2026 (CIREX 2026).

Any bid that is incomplete in accordance with the tender document requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of the RFQ shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever.

A bid bond produced but having no connection with the invitation to tender concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible. In accordance with the provisions of Dot II.4 of Circular Letter No.000014/LC/MINMAP of 23 July 2025, relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of guarantee on public contracts, the said security must be accompanied by a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund.

14. OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in two stages.

The administrative and technical bids shall be opened by the Internal Tenders Board attached to the Ministry of Trade on 04 July 2026 at 2 pm precisely (local time), in the conference room of the Ministry of Trade.

Only the financial bids of the bidders who have obtained a qualifying technical score of 70% will be opened by the same Tenders Board and in the same room at a later date following the publication of the technical evaluation results.

Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the bid opening session.

Under pain of being rejected, the administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service or administrative authority, in compliance with the special rules and regulations governing these tender documents. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of the signing of the Tender Document Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

The opening of the bid review meeting will take place one hour after the deadline for receipt of bids.

15. EVALUATION CRITERIA

There shall be two (02) types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

The purpose of these criteria shall be to identify and reject bids that are incomplete or do not substantially comply with the conditions set out in the Tender Documents, particularly with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bid with the technical specifications and the qualification of bidders.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria :

- 1- failure to provide a stamped bid bond together with the receipt from Cameroon Deposits and Consignment Fund ;**
- 2- failure to present, beyond 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (except for the bid bond) ;**
- 3- false statements, corrupt practices or forged documents;**
- 4- failure to meet at least 70% of all the essential criteria ;**
- 5- non-compliance with the bid file format ;**
- 6- failure to provide a sworn statement whereby the bidder certifies that they have not abandoned any contract during the last (3) three financial years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis ;**
- 7- the absence of a quantified unit price in the financial bid (in the unit price schedule and the bills of quantities with details of unit costs) ;**
- 8- failure to provide an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs) ;**
- 9- failure to comply with the tender model ;**
- 10- failure to provide the dated and signed integrity charter ;**
- 11- failure to provide the dated and signed declaration of commitment to comply with the environmental and social requirements ;**
- 12- the absence of the tenderer's bids on the Coleps platform;**
- 13- the absence or failure of the back-up copies of the administrative, technical and financial bids in the event of a malfunction of the COLEPS platform ;**

15.2 Essential criteria

Technical bids shall be assessed on a scale of 100 points according to the essential criteria detailed in the assessment grid.

These criteria will cover :

1. the presentation of the bid (order of required documents and readability);
2. bidder's experience and references in the development of IT platforms (copies of contracts or Jobbing Orders, (first and last pages), acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts) ;
3. proposed methodology in line with the Terms of Reference (the understanding of the mission, presentation of the methodology and execution time-limit ;
4. after-sales service certificate ;
5. proof of bank solvency, greater than or equal to 3,000,000 (three million) CFA F issued by a first-class banking institution or a financial organisation approved by the Minister in charge of Finance ;
6. logistical and material resources (desktop computers, laptops, video projectors, EDI) ;
7. proof of acceptance of the conditions of the contract (the booklet of Special Administrative Clauses and the booklet of Special Technical Clauses initialled on each page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and approved").

15. Consultant selection method

The jobbing order will be awarded to the bidder who is administratively and technically qualified and who has submitted the most advantageous bid based on a combination of technical and financial criteria, in accordance with the following procedures.

The financial score for the lowest-priced financial proposal will be 100 points. The scores of the other bidders will be calculated on the basis of the financial score of the lowest bid and will be obtained using the formula: $NF = (100 \times F_m)/F$, where F_m = the amount of the lowest-priced bid and F = the amount of the bid in question.

The best bid is the one with the highest overall score, determined using the formula: $N = 70 \times \text{Technical Score (Nt)} + 30 \times \text{Financial Score (NF)}$.

16. JOBBING ORDER AWARD

The jobbing order shall be awarded to the bidder who has met all eliminatory criteria, including a technical bid deemed satisfactory, that is to say a bid meeting at least 70% of essential criteria with the whose financial bid has been assessed as the best.

17. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the initial deadline for submitting bids.

18. FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours from the Ministry of Trade, Public Contracts Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and

<http://www.publiccontracts.cm>.

19. ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, send an SMS or call the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

COPIES :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINCOMMERCE ;
- Chairperson of the Internal Tenders Board;
- POSTING ;

Yaoundé, 07 04 2016

THE MINISTER OF TRADE